



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.
LIMITÉE

E/CN.14/NRD/E/21
14 novembre 1978

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Séminaire régional sur l'énergie solaire
Niamey, République du Niger,
8-13 janvier 1979

PROJET DE STATUTS DU CENTRE REGIONAL AFRICAIN
DE L'ÉNERGIE SOLAIRE

PROJET DE STATUTS DU CENTRE REGIONAL AFRICAIN
DE L'ENERGIE SOLAIRE

Préambule

Les gouvernements des Etats africains au nom desquels les présents Statuts sont signés,

Conscients de l'importance de l'énergie solaire et des avantages que présenterait pour eux cette forme d'énergie, s'ils la captaient et l'utilisaient suffisamment,

Notant les difficultés des pays africains dans les domaines de la production, du transport, de la fourniture et du coût de l'énergie,

Considérant que les pénuries de main-d'oeuvre spécialisée autochtone que connaissent encore la plupart des pays africains ne leur permettent pas d'assumer l'entière maîtrise de leurs ressources en énergie et de les utiliser rationnellement,

Considérant en outre qu'il est nécessaire et urgent d'accorder un rang de priorité élevé et toute l'importance souhaitable à la formulation de politiques saines et coordonnées de l'énergie aux niveaux régional, sous-régional et national,

Reconnaissant que l'exploitation et l'utilisation optimales de l'énergie solaire exigent une action concertée, un engagement politique, la coopération et la solidarité des Etats africains,

Reconnaissant en outre que l'établissement d'un centre régional africains de l'énergie solaire pourrait répondre à ces fins,

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Article premier

Etablissement

Il est créé par les présentes un Centre régional africain de l'énergie solaire (ci-après dénommé "le Centre"), qui fonctionnera conformément aux dispositions des présents Statuts.

Article II

Objectifs du Centre

Les objectifs du Centre sont :

a) D'encourager les gouvernements africains à inclure dans leurs plans de développement, à titre prioritaire, des projets d'exploitation et d'utilisation de sources renouvelables d'énergie en général et d'énergie solaire, éolienne et de la biomasse en particulier;

b) D'introduire l'étude de l'utilisation de nouvelles formes d'énergie dans les programmes scolaires et universitaires et de renforcer la recherche, l'expérimentation et les applications de l'énergie solaire en Afrique;

c) D'entreprendre de la recherche fondamentale sur l'énergie solaire, d'effectuer de la recherche appliquée et de mettre au point des produits, selon que de besoin, et de procéder à l'essai des produits, des systèmes ou des appareils du point de vue des résultats, de l'adaptabilité et de la fiabilité;

d) D'encourager la coopération multinationale en ce qui concerne les utilisations pratiques de l'énergie solaire;

e) D'encourager la création des nouveaux centres nationaux nécessaires et d'établir des centres sous-régionaux à des fins de liaison et de coordination pour la recherche - développement dans le domaine de l'utilisation de l'énergie solaire;

f) D'encourager la fabrication locale de matériel faisant appel à l'énergie solaire et les industries locales dans les domaines de la construction, de la métallurgie, de la fabrication du verre, des industries mécaniques et électriques de manière à réduire le coût du matériel utilisant l'énergie solaire en Afrique;

g) D'améliorer la condition des chercheurs et de créer des prix pour encourager les activités de recherche dans le domaine de l'énergie solaire;

h) D'organiser des réunions, des stages et des séminaires de formation sur divers aspects de l'énergie solaire;

i) De faire prendre conscience aux Etats membres de la région des sources, des utilisations et des avantages de l'énergie solaire au moyen de démonstrations, de foires commerciales, d'expositions de matériel et de films;

j) De diffuser les résultats d'études sur l'énergie solaire coordonnées dans la région ou ailleurs dans le monde;

k) De prendre toutes autres mesures liées directement ou indirectement aux fonctions du Centre ou pouvant encourager la réalisation des objectifs du Centre.

Article III

Siège du Centre

1. Le siège du Centre sera situé à _____, dans la République de _____ (dénommée ci-après "le pays hôte").

2. Aux termes d'un accord avec le Gouvernement du pays hôte, le Centre prend les dispositions nécessaires pour fournir les locaux, les installations et les services dont il a besoin pour fonctionner de manière convenable et efficace.

Article IV

Membres du Centre

Les Etats membres du Centre comprennent les Etats membres de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et de l'Organisation de l'unité africaine ayant accédé aux présents Statuts conformément à l'article XVIII desdits Statuts.

Article V

Obligations des Etats membres du Centre

Les Etats membres du Centre coopèrent de toutes les manières en vue d'aider le Centre à atteindre ses objectifs. Ils s'attachent en particulier à :

- a) prendre toutes les mesures nécessaires pour appliquer les décisions du Conseil et du Comité exécutif;
- b) faciliter le rassemblement, l'échange et la diffusion de renseignements;
- c) soumettre le texte des rapports et des accords et les renseignements se rapportant à la mise au point, au transfert et à l'adaptation des techniques qui sont en leur possession et dont peuvent avoir besoin les organes compétents du Centre, s'ils ne sont pas classés comme confidentiels;
- d) fournir des moyens de recherche et de formation selon des modalités décidées en accord avec l'organe compétent du Centre;
- e) fournir du personnel national pour les activités du Centre selon des modalités établies en accord avec l'organe compétent du Centre;
- f) verser leurs contributions annuelles fixées par le Conseil et les contributions spéciales qui peuvent être fixées par le Conseil ou par accord mutuel pour des programmes ou des projets particuliers exécutés sur leur territoire et justifier l'utilisation de tous dons ou prêts reçus du Centre ou par ses bons offices; et
- g) accorder les facilités, privilèges et immunités visés à l'Article XIV des présents Statuts.

Article VI

Organes du Centre

Le Centre comprend les organes suivants :

- Le Conseil,
- Le Comité exécutif,
- Le secrétariat et tous autres organes subsidiaires qui peuvent être établis conformément aux dispositions des présents Statuts,

Article VII

Le Conseil - création, composition et fonctions

1. Il est établi par les présentes un Conseil du Centre (ci-après dénommé "le Conseil"), qui est l'organe délibérant suprême du Centre.

2. Le Conseil comprend :

a) le ministre responsable de l'énergie au sein du gouvernement de chaque Etat membre du Centre;

b) le Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique ou son représentant;

c) le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine ou son représentant; et

d) un représentant de l'Association des universités africaines.

3. Aux fins de la réalisation de ses objectifs :

a) le Conseil approuve les politiques et principes généraux régissant les activités du Centre;

b) il approuve le programme de travail, le budget et la comptabilité du Centre;

c) il fixe les contributions annuelles et spéciales devant être versées par les Etats membres du Centre et décide des questions s'y rapportant;

d) il élit les membres du Comité exécutif, compte tenu d'une répartition géographique et linguistique équitable;

e) il désigne, sur la recommandation du Comité exécutif, le Directeur exécutif et le Directeur exécutif adjoint du Centre et fixe leurs conditions d'emploi, sous réserve qu'en procédant à toute nomination en vertu du présent alinéa il tienne compte de l'opportunité de désigner quelqu'un qui ait une grande expérience et d'excellentes qualifications dans les domaines de l'énergie solaire et de son exploitation et de la gestion d'un établissement analogue au Centre;

f) il examine les propositions se rapportant aux objectifs du Centre que lui soumet le Comité exécutif et prend des décisions à leur sujet en vue de leur exécution par le Centre ou par ses Etats membres;

g) sous réserve des dispositions des présents Statuts, il prescrit et/ou approuve les réglementations du personnel, financières et autres, y compris celle qui se rapporte au caractère confidentiel des activités du Centre;

h) il choisit l'emplacement du siège du Centre;

i) il approuve les rapports périodiques sur les activités du Centre;

j) il établit les départements ou les comités spéciaux ou techniques comme il l'estime nécessaire ou opportun;

k) il accomplit de manière générale toutes autres fonctions nécessaires, souhaitables ou indirectement liées à la réalisation des objectifs du Centre ou qui peuvent y contribuer.

Article VIII

Sessions du Conseil

1. Le Conseil se réunit en session ordinaire tous les deux ans. Il peut se réunir en session extraordinaire s'il en décide ainsi ou si les deux tiers au moins des Etats membres du Centre ou des membres du Comité exécutif le demandent.

2. Les sessions ordinaires et extraordinaires du Conseil auront lieu au siège du Centre à moins qu'elles ne soient convoquées ailleurs en application d'une décision prise lors d'une session antérieure du Conseil.

3. Les décisions du Conseil se prennent normalement par consensus.

4. Sous réserve des présents Statuts, le Conseil détermine sa propre procédure, y compris celle qui concerne la conduite des débats, la convocation des sessions, le quorum et toutes autres questions et la rotation de la présidence et des autres fonctions entre les membres du Conseil.

5. Les dispositions que le Conseil peut prendre en vertu du paragraphe 4 du présent article pour l'exercice de ses fonctions lorsqu'il n'est pas en session peuvent, s'il en décide ainsi, inclure des arrangements aux termes desquels l'exercice de toute fonction du Conseil en vertu des présents Statuts est délégué, sous réserve des conditions que le Conseil peut stipuler, à un comité du Conseil, au Comité consultatif ou au Directeur exécutif du Centre.
6. Le Conseil peut, sur la recommandation du Comité exécutif et conformément à sa procédure, inviter toute personne, toute institution ou tout gouvernement qu'il désire à assister à toutes les sessions ou à certaines sessions du Conseil en qualité d'observateur.
7. Si un membre du Conseil n'est pas en mesure d'assister à une réunion du Conseil et s'il n'est pas souhaitable de reporter la réunion, l'Etat membre du Centre qu'il représente peut, en envoyant un avis par écrit au Directeur exécutif du Centre désigner tout autre ministre de son gouvernement pour qu'il remplace ledit membre du Conseil pendant cette réunion et la personne ainsi désignée aura, en ce qui concerne la réunion pour laquelle elle est désignée, tous les droits et devoirs d'un membre du Conseil.

Article IX

Comité exécutif - Création, composition et fonctions

1. Il est établi par les présentes un Comité exécutif du Centre.
2. Ce Comité exécutif se compose des membres suivants :
 - a) Le Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique;
 - b) Un tiers du nombre des Etats membres du Centre élus par le Conseil conformément aux dispositions de l'alinéa d) du paragraphe 3 de l'article VII des présents Statuts; ces membres du Comité exécutif resteront en fonctions conformément aux dispositions du paragraphe 3 du présent article;
 - c) Le Directeur exécutif du Centre, *ès* qualité, à titre consultatif, qui remplit les fonctions de secrétaire du Comité exécutif;
 - d) Les directeurs des centres nationaux et sous-régionaux de l'énergie solaire.
3.
 - a) Un tiers des Etats membres cessent d'exercer leurs fonctions, sur les directives du Conseil, deux ans après qu'ils ont été élus et ils sont remplacés par le même nombre d'Etats membres élus par le Conseil à cette fin;
 - b) Un tiers des Etats membres cessent d'exercer leurs fonctions, sur les directives du Conseil, trois ans après qu'ils ont été élus et ils sont remplacés par le même nombre d'Etats membres élus par le Conseil à cette fin;

c) Le tiers restant des Etats membres cessent d'exercer leurs fonctions quatre ans après qu'ils ont été élus et ils sont remplacés par le même nombre d'Etats membres élus par le Conseil à cette fin.

4. Un Etat membre du Centre élu pour siéger au Comité exécutif y est représenté par le Directeur de l'institution nationale de l'énergie solaire que l'Etat membre désigne à cette fin.

5. Le Comité exécutif :

a) sous réserve des directives de caractère général que le Conseil peut donner, a la responsabilité générale de l'exécution du programme de travail du Centre et prend toutes les mesures nécessaires pour assurer l'exécution effective et rationnelle de ce programme de travail;

b) examine le projet de programme de travail et le budget correspondant du Centre, qui lui sont soumis par le Directeur exécutif du Centre et les soumet lui-même avec des recommandations qu'il estime nécessaires à l'approbation du Conseil;

c) mobilise et coordonne l'assistance des institutions, des Etats et des gouvernements coopérants visés à l'article XIII des présents Statuts;

d) soumet par l'intermédiaire de son Président à chaque session ordinaire du Conseil un rapport périodique sur les activités du Centre y compris des Etats financiers de ses recettes et de ses dépenses;

e) propose au Conseil, pour examen, le montant des contributions annuelles et spéciales des Etats membres du Centre;

f) détermine le nombre de postes du secrétariat outre ceux du Directeur exécutif et du Directeur exécutif adjoint du Centre et désigne des personnes pour ces postes;

g) propose à l'approbation du Conseil les réglementations du personnel, financières et autres, y compris celle qui se rapporte au caractère confidentiel des activités du Centre;

h) approuve les dispositions concernant les services devant être fournis par le Centre en matière d'énergie solaire aux Etats membres du Centre;

i) sous réserve des directives que peut donner le Conseil, supervise, comme il le juge bon, la coordination des travaux du Centre avec ceux des autres institutions s'employant à atteindre les objectifs du Centre ou s'y intéressant;

j) recommande au Conseil les personnes à désigner comme directeur exécutif et directeur exécutif adjoint du Centre;

k) établit les comités ou départements spéciaux ou techniques qu'il estime nécessaire ou opportun de créer et leur prescrit leur règlement intérieur;

1) exerce tous autres pouvoirs ou accomplit toutes autres fonctions qui lui sont conférés ou imposés par les présents Statuts.

6. Le Comité exécutif peut déléguer une partie des pouvoirs et fonctions qui lui sont conférés ou imposés par le présent article à un comité du Comité exécutif, au Directeur exécutif du Centre ou comme il est prévu dans les présents Statuts.

Article X

Réunions du Comité exécutif

1. Le Comité exécutif se réunit en session ordinaire une fois par an. Il peut se réunir en session extraordinaire à la demande de son Président ou d'un tiers de ses membres.

2. Les réunions du Comité exécutif ont lieu au siège du Centre ou en tout autre lieu adéquat fixé par le Comité exécutif.

3. Lorsque pour une raison quelconque le Président du Comité exécutif ne peut pas assister à une réunion du Comité, les membres présents élisent l'un d'entre eux comme président de cette réunion.

4. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3 du présent article, le Comité exécutif adopte sa propre procédure, y compris celle qui concerne la conduite des débats, la convocation des sessions, le quorum et toutes autres questions.

5. Sous réserve des directives du Conseil, le Comité exécutif peut inviter s'il l'estime nécessaire ou opportun toute personne ou tout représentant des gouvernements et organisations autres que ceux qui sont visés au paragraphe 2 de l'article IX des présents Statuts à assister à ses réunions en qualité d'observateur.

Article XI

Le Directeur exécutif et le secrétariat

1. Le secrétariat est dirigé par le Directeur exécutif du Centre, qui est nommé conformément aux dispositions des présents Statuts et dont le mandat est de cinq ans; ce mandat peut être renouvelé une fois seulement, pour une période de cinq ans.

2. Le Directeur exécutif du Centre fait office de chef du secrétariat. Conformément aux politiques, aux décisions et aux directives du Conseil et du Comité exécutif, il est responsable de l'organisation, de la direction et de l'administration du secrétariat.

3. Le Directeur exécutif adjoint, qui aide le Directeur exécutif du Centre à s'acquitter de ses fonctions, est nommé conformément aux dispositions des présents Statuts et son mandat est de cinq ans. Ce mandat peut être renouvelé pour une période de cinq ans.

4. Avec l'assistance des autres fonctionnaires du secrétariat, le Directeur exécutif du Centre exécute notamment les tâches suivantes :

- a) il assure le service des organes du Centre dans l'accomplissement de leurs fonctions et les y aide;
- b) il garde de façon permanente à l'examen le fonctionnement du Centre et fait rapport selon que de besoin sur les résultats de cet examen pour que le Conseil ou le Comité exécutif prenne des mesures à ce sujet;
- c) il soumet le projet de programme de travail et le budget correspondant du Centre au Comité exécutif pour examen;
- d) il soumet des rapports périodiques sur les activités du Centre y compris des états de ses recettes et de ses dépenses au Comité exécutif pour examen;
- e) il exécute le programme de travail du Centre et coordonne les travaux du Centre avec ceux des autres institutions s'employant à atteindre les objectifs du Centre ou s'y intéressant, selon les directives du Comité exécutif;
- f) il entreprend les travaux et études et assure les services se rapportant aux objectifs du Centre qui lui sont assignés par le Conseil ou le Comité exécutif et il présente au Conseil ou au Comité exécutif toutes propositions à ce sujet de nature à aider au fonctionnement et au développement efficaces et harmonieux du Centre; et
- g) il convoque en consultation avec les présidents des organes du Centre les réunions de ces organes, conformément aux dispositions des présents Statuts ou à toute autre décision prise en application desdits Statuts.

5. Le Directeur exécutif et le Directeur exécutif adjoint du Centre sont habilités à assister et à participer à toutes les sessions des organes du Centre ou à s'y faire représenter par un haut fonctionnaire du secrétariat désigné par eux, sauf dans le cas des sessions du Conseil ou du Comité exécutif auxquelles le Directeur exécutif ou le Directeur exécutif adjoint du Centre ou la personne exerçant leurs fonctions à titre intérimaire assistera et participera.

Article XII

Dispositions financières

1. Les ressources financières du Centre comprennent les contributions annuelles et spéciales des Etats membres du Centre; l'assistance, les prêts, les dons, les legs ou les subventions des gouvernements, des organisations internationales, des institutions financières, des institutions publiques ou privées, des associations, des personnes morales ou physiques; et les honoraires et autres formes de rémunération perçus par le Centre pour les services rendus conformément aux dispositions des présents Statuts.

2. Sous réserve de la réglementation financière que le Conseil peut adopter, le budget du Centre est géré par le Directeur exécutif du Centre sous la supervision du Comité exécutif.

3. Le Directeur exécutif et le Directeur exécutif adjoint du Centre peuvent recevoir directement, avec l'approbation du Comité exécutif, les dons, les legs, l'aide et autres ressources des gouvernements, des institutions publiques et privées et internationales, des associations, des personnes morales et physiques et des gouvernements, des Etats ou des institutions avec lesquels le Centre a établi des relations conformément aux dispositions de l'article XIII des présents Statuts et ils peuvent à cette fin conclure des accords connexes.

Article XIII

Institutions et Etats coopérants

1. En vue d'atteindre ses objectifs, le Conseil peut chercher à établir et maintenir une coopération active avec les gouvernements et les Etats n'étant pas parties aux présents Statuts et les institutions (collectivement désignés dans les présents Statuts comme "institutions et Etats coopérants"), qui sont désireux d'aider le Conseil ou ses Etats membres à atteindre les objectifs du Conseil.

2. Sous réserve des dispositions des présents Statuts, le Conseil peut conclure avec les institutions et les Etats coopérants des accords définissant les méthodes de coopération en général ou se rapportant à des activités ou des projets particuliers.

3. Le Conseil ou le Comité exécutif peuvent charger la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique au nom du Centre :

a) De recouvrer les contributions devant être versées par les Etats membres du Centre en vertu des dispositions des présents Statuts et d'en rendre compte;

b) De demander l'aide d'institutions et d'Etats coopérants en vue de l'exécution des projets approuvés du Centre et de servir d'agent d'exécution des projets pour lesquels il a pu obtenir une aide des institutions et des Etats coopérants en vertu des dispositions du présent alinéa.

4. La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique doit tenir le Conseil, le Comité exécutif et le Directeur exécutif, selon le cas, au courant, par l'intermédiaire de son représentant, des contributions et de l'assistance reçues et des mesures prises par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique en vertu des dispositions du paragraphe 3 du présent Article.

Article XIV

Statut, capacité, privilèges et immunités

1. Pour pouvoir atteindre ses objectives et s'acquitter des tâches qui lui sont confiées, le Centre bénéficie de la personnalité juridique sur le territoire de chaque Etat membre du Centre. A cette fin, le Centre jouit sur le territoire de chaque Etat membre du Centre du statut, de la capacité, des privilèges, immunités et exemptions exposés au paragraphe 2 à 14 du présent Article.
2. Le Centre est habilité, aux fins des présents Statuts :
 - a) A conclure des contrats;
 - b) A acquérir et à aliéner des biens mobiliers ou immobiliers; et
 - c) A ester en justice.
3. Le Centre, ainsi que ses biens et avoirs, jouissent d'une totale immunité juridique, sauf dans les cas particuliers où le Centre aura renoncé expressément à ladite immunité par l'intermédiaire du Directeur exécutif du Centre. Il est toutefois bien entendu qu'aucune mesure d'exécution ne peut faire l'objet d'un abandon d'immunité.
4. Le siège du Centre est inviolable. Les biens et avoirs du Centre sont exempts de perquisition, réquisition, confiscation ou expropriation et de toute ingérence des pouvoirs exécutif, judiciaire, administratif ou législatif.
5. Les archives du Centre et d'une manière générale tous les documents qui lui appartiennent ou qu'il détient sont inviolables.
6. Le Centre, ses biens et avoirs, ses revenus et ses transactions sont exonérés de tous impôts ainsi que des droits de douane, prohibitions et restrictions d'importation et d'exportation à l'égard des articles importés ou exportés par le Centre et destinés à son usage officiel. Le Centre est également exempté de toute obligation relative au paiement, à la retenue ou à la perception de tous impôts ou droits, conformément à la pratique suivie dans le cas de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.
7. Les représentants des Etats membres du Centre qui ne sont pas également fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées des Nations Unies jouissent des privilèges et immunités prévus, mutatis mutandis, à l'article IV de la Convention sur les privilèges et les immunités des Nations Unies.
8. Les fonctionnaires du Centre qui ne sont pas également fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées des Nations Unies jouissent des privilèges et immunités prévus, mutatis mutandis, à l'article V de la Convention sur les privilèges et les immunités des Nations Unies.

9. Sans préjudice des dispositions qui précèdent, les Etats membres du Centre s'engagent à accorder à tous les représentants des Etats membres du Centre, à tous les fonctionnaires du Centre, aux institutions et aux Etats coopérants et aux experts qui fournissent aide et conseils au Centre les facilités et faveurs qui sont nécessaires aux intéressés pour exercer leurs fonctions au Centre.
10. Le Directeur exécutif du Centre a le droit et le devoir de lever l'immunité accordée à tout fonctionnaire du Centre qui n'est pas également fonctionnaire de l'Organisation des Nations Unies ou de l'une des institutions spécialisées des Nations Unies dans les cas où il estime que cette immunité peut entraver le cours de la justice et que sa levée n'est pas contraire aux intérêts du Centre.
11. Toutes les personnes recevant une formation ou participant à un projet d'échange de personnel au siège du Centre ou sur le territoire d'un Etat membre du Centre conformément aux dispositions des présents Statuts ont le droit d'entrée, de séjour et de sortie quand l'action desdits droits est nécessaire à leur formation ou à l'échange de personnel. Toutes facilités leur sont accordées pour qu'ils puissent voyager rapidement; le cas échéant, les visas nécessaires leur sont délivrés promptement et à titre gracieux.
12. Les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées des Nations Unies qui participent aux travaux du Centre jouissent respectivement des privilèges et immunités prévus par la Convention sur les privilèges et les immunités des Nations Unies et par la Convention sur les privilèges et les immunités des institutions spécialisées.
13. Le Centre coopère à tout moment avec les autorités appropriées des Etats membres du Centre pour faciliter la bonne administration de la justice, assurer le respect des législations nationales et prévenir tout abus dans le cadre des privilèges, immunités et facilités mentionnés au présent Article.
14. Le Directeur exécutif du Centre conclut avec l'Etat membre sur le territoire duquel le siège du Centre est établi un accord concernant les privilèges et immunités à accorder au Centre.

Article XV

Amendements

1. Tout Etat membre du Centre peut soumettre des propositions d'amendement des présents Statuts.
2. Ces propositions sont soumises au Directeur exécutif du Centre qui les transmet aux autres Etats membres du Centre.

3. Les Statuts sont modifiés à la majorité des deux tiers des Etats membres du Conseil.
4. Le Conseil établit des règles pour l'application des dispositions du présent Article.

Article XVI

Retrait et suspension

1. Tout Etat membre du Centre souhaitant se retirer du Centre en informe le Directeur exécutif par écrit avec préavis d'un an. Si à l'expiration de ce délai l'avis de retrait est maintenu, l'Etat membre qui l'a soumis cesse d'être membre du Centre.
2. Au cours de la période d'un an visée au paragraphe 1 du présent Article, un Etat membre du Centre qui a fait connaître son retrait par écrit conserve tous les droits d'un Etat membre, doit respecter les dispositions des présents Statuts et reste tenu de remplir les obligations qui lui incombent aux termes desdits Statuts.
3. a) Le Conseil peut suspendre à la majorité des deux tiers de tous les Etats membres du Centre un Etat membre qui :
 - i) malgré des notes écrites de rappel a omis de s'acquitter de ses obligations financières envers le Centre pendant trois années consécutives;
 - ii) n'a pas rempli les autres obligations lui incombant en vertu des présents Statuts; ou
 - iii) n'a pas respecté les décisions du Conseil.
- b) Lorsqu'il suspend un Etat membre en application des dispositions de l'alinéa a) du présent paragraphe, le Conseil peut prescrire la durée de cette suspension ou les conditions de cette suspension.
- c) Lorsque la durée ou les conditions de la suspension ne sont pas prescrites par le Conseil, ce dernier peut, s'il le juge bon, révoquer cette suspension à la majorité des deux tiers de tous les Etats membres du Centre.
- d) Un Etat membre du Centre qui est suspendu en application des dispositions de l'alinéa a) du présent paragraphe cesse, pendant la durée de cette suspension et sous réserve des dispositions de l'alinéa c) du présent paragraphe, de retirer un avantage quelconque des activités du Centre ou d'être représenté au sein des organes du Centre et est pénalisé de toute autre manière que le Conseil peut déterminer.
- e) La suspension d'un Etat membre du Centre ne dispense pas cet Etat membre de remplir ses obligations financières antérieures à sa suspension, à moins que le Conseil n'en décide autrement.

f) La révocation d'une suspension et la cessation du retrait volontaire des Etats membres du Centre sont soumises aux conditions que le Conseil peut stipuler et sont communiquées par le Directeur exécutif à l'Etat membre intéressé et au Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.

Article XVII

Règlement des différends

Tout différend survenant entre les Etats membres ou un Etat membre et un organe du Centre autre que le Conseil au sujet de l'interprétation ou de l'application des Statuts est soumis au Conseil, s'il n'a pas été réglé à l'amiable et la décision du Conseil est sans appel.

Article XVIII

Dispositions finales et transitoires

1. Les présents Statuts, dont les textes anglais et français font également foi, seront déposés auprès du Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.
2. Les présents Statuts entreront en vigueur lorsqu'ils auront été signés par au moins sept des Etats membres de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et de l'Organisation de l'unité africaine et ils seront ouverts à la signature au Cabinet du Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.
3. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.
4. Les Etats visés à l'Article XIV des présents Statuts qui désirent devenir membres du Centre après l'entrée en vigueur des présents Statuts peuvent le faire en déposant auprès du Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique leurs instruments d'accession aux présents Statuts.
5. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique transmettra des copies certifiées conformes des présents Statuts et des renseignements concernant la ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'accession aux présents Statuts aux Etats membres du Centre et à tous les Etats membres de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et de l'Organisation de l'unité africaine.
6. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique convoquera la première réunion du Conseil et, jusqu'à ce que le secrétariat soit établi, ses tâches seront accomplies par le secrétariat de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.